

«LES REVENDICATIONS DES COLLÉGIENS ET LYCÉENS JUSTIFIENT L'ANNÉE SCOLAIRE CLIMATIQUE»



(photo Tomox)

En plein été dans les classes, les brasseurs d'air ont beau tourner le plus vite possible, la température devient vite insupportable. Comment apprendre dans ces conditions?

Pour le PCR, les manifestations dans les collèges et lycées montrent combien le calendrier scolaire actuel est inadapté. Le Parti communiste réunionnais rappelle son soutien à la revendication lancée par l'Ecole Réunionnaise: l'année scolaire climatique. Il propose la tenue d'un débat avec tous les acteurs concernés pour arriver à une solution de bon sens, prenant en compte la réalité du climat de La Réunion.

«Les manifestations de lycéens prennent de plus en plus d'ampleur. On comprend les protestations contre les conditions de travail dans des classes soumises à des températures insupportables. Nous traversons une vague de chaleur, avec des températures supérieures à la moyenne saisonnière.

Ces manifestations sont le résultat de décisions de responsables qui ont choisi de faire

travailler les élèves et les enseignants en plein été. C'est le contraire de ce qui se passe dans les autres pays, où l'été est utilisé pour les grandes vacances. La Réunion avait connu ce régime avec une rentrée au mois de mars.

Depuis quelques temps, la tendance est de diminuer la durée des vacances d'été et d'avancer la rentrée. Cette année, c'est le 20 janvier, et les autres années ce sera encore plus tôt selon le Rectorat.

«La vérité éclate au grand jour»

Depuis toujours, le PCR a soutenu les revendications des enseignants regroupés dans l'Ecole réunionnaise, mouvement animé notamment par Raymond Mondon, qui préconisait une année scolaire climatique, compte-tenu de l'inversion des saisons par rapport à la France, et du fait que la période de l'été, des grandes chaleurs, correspond à la saison des fortes pluies, des cyclones. Le soutien à cette revendication nous avait attiré toutes sortes de critiques, sans parler d'insultes.

Aujourd'hui, la vérité éclate au grand jour. Les enfants disent leur impossibilité de travailler en période de forte chaleur. Or cette situation va s'aggraver, tous les scientifiques prédisent une augmentation régulière de la température due au

changement climatique. Ce n'est pas un phénomène ponctuel, il se reproduira en s'amplifiant.

Pour une solution de bon sens

Devrons-nous climatiser toutes les classes de la maternelle à l'université, ce qui est contraire à tous les efforts recommandés en matière d'économie d'énergie. Devrons-nous aggraver les émissions de gaz à effet de serre qui renforcent le changement climatique?

Ou alors, devons-nous aller vers la solution de bon sens appliquée dans tous les pays du monde: utiliser les périodes de chaleur pour les vacances?

Les faits nous montrent que c'est la seule solution d'avenir.

Quand les responsables prendront-ils conscience de ce problème?

Quand organiseront-ils un débat sans parti pris ni arrière pensée politique avec toutes les personnes concernées: élèves, parents, enseignants?

Quoi qu'il en soit, les élèves, collégiens, lycéens ont raison de faire entendre leur voix et la pire des décisions serait de réprimer au lieu d'ouvrir le dialogue avec des jeunes considérés comme interlocuteurs responsables.

Le Port, le 27 janvier 2014

Pour le secrétariat,
Yvan Dejean, secrétaire général

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

En Australie, les vacances d'été s'allongent

L'Australie peine à se relever d'une période de forte chaleur. Dans une ville comme Adelaïde, les températures étaient comprises entre 42 et 45 degrés pendant 5 jours. Rien d'étonnant pour Corey Watts, chef de projet à l'Institut du climat, pour qui « nous battons des records quasiment chaque année. 2013 a été l'année la plus chaude de l'histoire du pays depuis 1910, 1,2 degrés au-dessus de la moyenne. Et avant 2013 nous avons vécu la décennie la plus chaude, laquelle a été précédée d'une décennie qui avait déjà battu des records de chaleur. Depuis les années 1970 l'Australie se réchauffe, nous réfléchissons ce qui passe à l'échelle mondiale ».

Radio Australie souligne que « pendant cette canicule historique, donc, Melbourne et le sud-est de l'Australie étaient au point mort. L'électricité a été coupée temporairement dans certains quartiers. Le réseau électrique étant saturé à cause entre autres de la consommation des climatiseurs, le réseau de trains de banlieues a eu un gros coup de chaud, les Melbourniens ont du quitter le bureau très tôt pour pouvoir rentrer chez eux. Cette perte de productivité a un coût économique ».

Là aussi, la responsabilité du changement climatique est avérée. Heureusement, les élèves australiens ont pu éviter de subir cette canicule. En Australie, les grandes vacances sont en été, et elles ont commencé le 23 décembre pour se finir entre le 27 janvier et le 3 février selon les États. L'Australie est un pays où la population se concentre dans une région où le climat n'est pas tropical, et les vacances d'été sont plus longues qu'à La Réunion.

Dans notre île, la prochaine rentrée sera encore plus précoce, ce qui signifie que les jours de grande chaleur seront encore plus nombreux. La canicule subie par l'Australie montre les limites de l'utilisation des climatiseurs. Alors que les élèves n'avaient pas fait encore leur rentrée, la consommation électrique était telle que le réseau n'a pas suivi. L'Australie n'est pourtant pas un pays classé comme sous-développé!

Alors, imagine-t-on l'impact qu'aurait dans notre île l'utilisation simultanée de milliers de climatiseurs pour les salles de classe, les ateliers et les gymnases? Manifestement, la solution de bon sens est un autre calendrier.

En Australie, le choix est fait: lorsque l'on compare les calendriers australiens de cette année et de l'an prochain, les vacances d'été seront plus longues de quelques jours en 2014-2015. Va-t-on continuer à ignorer la réalité de notre île?

J.B.

Le Premier ministre rencontre les syndicats et le patronat

Pacte de responsabilité : la CGT dénonce «une attaque de grande ampleur contre la protection sociale»

Jean-Marc Ayrault rencontrait les partenaires sociaux hier au sujet de l'annonce du Pacte de responsabilité par le chef de l'Etat. Entre demande de clarification et opposition, les syndicats ne vont pas dans le sens de l'adhésion à la feuille de route de fin de mandat tracée par François Hollande.

Hier, le Premier ministre a reçu les organisations syndicales et patronales pour évoquer la mise en œuvre du Pacte de responsabilité annoncé par le président de la République lors de ses vœux et précisé au cours de sa conférence de presse. La première organisation à rencontrer Jean-Marc Ayrault était la CGT. La délégation conduite par le secrétaire général, Thierry Lepaon, était porteuse d'un message très clair. Tout d'abord, elle déplore la méthode: « la suppression des cotisations familiales patronales, un nouveau cadeau de 30 milliards d'euros d'exonérations sociales pour les entreprises, au moins 50 milliards d'euros de baisse des dépenses publiques en trois ans, un choc de simplification aux contours flous... Il passe un accord sans engagement avec le MEDEF et demande aux organisations syn-

dicales de dire ce qui pourrait être sauvé en matière sociale! »

La CGT demande donc une clarification. Car elle constate que « le transfert du financement de la politique familiale des entreprises vers le budget de l'Etat est une attaque de grande ampleur contre la protection sociale. Il remet en cause le socle de la protection sociale issu du Conseil National de la Résistance, son financement par le travail, et ouvre la porte à la fiscalisation des prestations sociales ». La CGT « y est opposée » et propose plutôt « la mise à plat du financement de la protection sociale sur la base d'une augmentation de ses moyens et d'une modulation incitative des cotisations patronales ».

Autre remise à plat, celle « 4500 dispositifs d'aides et d'exonérations accordées aux entreprises portant sur quelque 200 milliards d'euros ». « Il faut que l'efficacité des

aides publiques sur l'emploi et l'investissement soit évaluée et que les aides soient concentrées sur les secteurs et les entreprises qui en ont vraiment besoin, en particulier dans l'industrie », souligne la CGT.

Dernière délégation syndicale à être reçue, la CFDT était porteuse d'un message de vigilance. Au lendemain de la conférence de presse de François Hollande, sa position vis à vis du Pacte de responsabilité était la suivante. La CFDT serait « exigeante sur le contenu du volet social » ainsi que sur « le maintien du pouvoir d'achat des salariés, un haut niveau de protection sociale et une action publique de qualité ». « Ce pacte ne peut fonctionner que s'il est structuré par un dialogue social renforcé », a réagi la Commission exécutive. Il appartiendra à tous, gouvernement, patronat et syndicats, d'en faire la démonstration dans les semaines qui viennent. Soulignant que « les contreparties doivent être considérées comme un investissement dans les femmes et les hommes pour des emplois de qualité », elle a par ailleurs mis en garde: « Un pacte, ce sont des engagements de part et d'autre. La CFDT exigera des engagements précis et chiffrés de la part du patronat ».

Tout comme pour la CGT, la CFDT demande donc une clarification.

Dans les communes

La Possession mobilisée contre le chômage

Vendredi dernier, Roland Robert, Maire de La Possession, a signé avec Pôle Emploi plusieurs conventions, venant concrétiser les bonnes relations de travail qui existent entre les deux institutions depuis plusieurs années, dues notamment à la création du Pôle Insertion par la Ville de La Possession en 2009. La convention cadre a trois objectifs:

- Création et animation d'une cellule projets Alexandre Li Shim Tan, chargé de relation entreprise Pôle Emploi, est mis à disposition de la Ville et se trouvera au Pôle Insertion créant une synergie avec les autres acteurs (PLIE et MIO notamment) pour lutter contre le chômage. Il s'agira de mieux cerner les besoins des entreprises sur le territoire et si possible former la main d'œuvre pour débiter l'activité dès l'ouverture comme c'est le cas avec la prochaine ouverture du McDo ou de l'hôtel sur Moulin Joli. Et bien entendu promotion de la Ville pour accueillir les entreprises.

- Gestion des offres d'emploi de la commune Pour mieux répondre aux enjeux d'insertion, et faire en sorte que les contrats aidés soient un vrai tremplin vers une



Roland Robert a signé une convention-cadre avec le Pôle Emploi pour amplifier la mobilisation contre le chômage grâce à un partenariat renforcé.

insertion professionnelle et non uniquement un contrat de «dépannage»

- Politique de proximité Renforcer et mieux cadrer les actions communes (ex. Forum de l'insertion et de l'emploi...)

La signature de la seconde convention découle de cette convention cadre car il s'agissait de la mise à disposition d'un agent Pôle Emploi et de son rôle pour mettre en place la cellule projets.

La crise n'est pas finie

Davos : Optimisme mais pas pour les chômeurs

Le 44^{ème} Forum économique mondial de Davos, en Suisse, s'est clôturé samedi 25 janvier, par une note d'optimisme pour l'économie mondiale. Malgré tout, les inégalités persistent et les demandeurs d'emploi ne devraient pas profiter de la relance économique.

« **C**ette reprise que nous sommes en train de voir est vraiment dans un processus de consolidation », a résumé la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, lors d'un débat avec certains acteurs économiques. « Nous pouvons être prudemment optimistes pour la perspective économique mondiale », a de son côté affirmé le banquier central du Japon, Haruhiko Kuroda.

Des risques d'inflation importants

En dépit de cet optimisme la mesure s'impose, car la directrice générale du FMI a de nouveau alerté les puissances économiques du risque de déflation, notamment en Europe. Une position rejetée par Mario Draghi, le Président de la Banque centrale européenne (BCE). La déflation signifie un risque de repli généralisé des prix, de la consommation et de l'investissement accélérant le recul des prix et des salaires. Cette possibilité s'explique par une importante inflation dans les pays de la Zone Euro, qui est « bien en-dessous de l'objectif » limité à environ 2% par la BCE.

De son côté, Mario Draghi a confirmé le maintien des taux d'intérêt à un niveau bas, pouvant même être encore diminués. Ce dernier a tenu à rassurer Christine Lagarde, en lui indiquant « bien tenir en main les orientations financières de l'Europe ». « L'inflation est au plus bas et pourrait rester à ce niveau pendant deux ans selon nos pronos-



Le Forum économique mondial ne laisse guère d'espoir aux chômeurs.

tics », a-t-il indiqué, affirmant que la BCE se tient « prête à agir » si l'inflation, tombée à 0,8% en décembre sur un an, descend sous les prévisions. Globalement, les débats s'achèvent de manière mitigée. Pour certains dirigeants comme le Ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, « la Zone Euro dans son ensemble n'est plus au centre de toutes les préoccupations de l'économie mondiale », tandis qu'Axel Weber, Président du Conseil d'Administration d'UBS, reste prudent en indiquant que « l'Europe n'est pas de retour ». Économiquement, le monde évolue à double vitesse, d'un côté les pays avancés qui avancent plus rapidement que prévu, comme les États-Unis, et de l'autre, les pays émergents qui commencent à stagner.

Aucune création d'emploi

Pour « Les Echos », 200 millions de chômeurs dont 75 millions de jeunes qui, pour un tiers d'entre eux, le sont depuis plus de six mois représentent « un échec planétaire ». Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, affirme que « L'emploi n'est pas là ». Un constat partagé par le prix Nobel d'économie Michael Spence, qui selon « Les Echos », explique qu'après « chaque récession dans les pays développés, le rythme

des créations d'emploi s'éloigne un peu plus du taux de croissance de l'économie ».

Ce dernier a ajouté que depuis la crise de 2008, « on ne crée pratiquement plus d'emplois dans les secteurs exposés à la concurrence des pays occidentaux ». Une situation mise en exergue par le Pape François qui a appelé les dirigeants politiques à faire tout ce qu'ils peuvent pour créer des emplois, estimant que le chômage était le résultat d'une vision économique « en dehors des règles de justice sociale ». « J'appelle les hommes politiques

à faire tout ce qu'ils peuvent pour relancer le marché du travail », a déclaré le pape devant des milliers de fidèles, lors de la fête du travail, l'an dernier.

De son côté, Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, a expliqué que « c'est l'investissement qui relancerait la création d'emplois et la demande. Nous ne pouvons supposer que seule la croissance créera des emplois ». D'autant plus que près de la moitié des richesses mondiales est entre les mains des 1% les plus riches, tandis que 99%

Le climat à Davos

Le Forum économique mondial a consacré une partie de ces débats au changement climatique, afin de « convaincre les politiques de faire avancer le dossier et les acteurs économiques à essayer d'en tirer profit », a noté l'Agence France Presse. Classé parmi les principaux risques, le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a réaffirmé que « nous sommes maintenant à un stade critique dans le débat global sur le changement climatique ». Ce dernier a insisté sur la nécessité de passer à l'action, avec notamment la présentation par les dirigeants de propositions concrètes en vue de la Conférence sur le climat qui doit se tenir à Paris en 2015. A la sortie de cette conférence de 2015, un accord universel devra être signé, celui-ci devrait être contraignant et ambitieux sur les réductions des gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique.

de la population mondiale se partagent l'autre moitié. D'après le rapport d'Oxfam, 7 personnes sur 10 vivent dans un pays où les inégalités se sont creusées ces 30 dernières années. Pour le fondateur de Davos, Klaus Schwab, l'accroissement des inégalités est un déséquilibre qui représente « un risque majeur pour les progrès humains ».

Sailin

Les pays émergents au cœur des débats

Les pays émergents ont tenté de convaincre les acteurs économiques et politiques du monde de leur solidité, malgré les quelques signaux négatifs. En effet, la chute du peso argentin, la glissade de la livre turque ou le recul de la production manufacturière chinoise ont mis en évidence les multiples défis, internes ou internationaux, des pays émergents.

« La Chine pourrait ralentir encore plus, la Fed américaine pourrait commettre une erreur et resserrer sa politique trop tôt, ou la correction sur le marché des matières premières pourrait être plus forte qu'attendu », a indiqué l'économiste Nouriel Roubini, résumant les facteurs exogènes pouvant affaiblir un peu plus les pays émergents, qui connaissent des difficultés (ralentissement, instabilité monétaire et financière) depuis plusieurs mois, a expliqué l'AFP.

Pour le ministre sud-africain des Finances Pravin Gordhan a déclaré mercredi que « s'il allait y

avoir des changements » pour les émergents, il n'y aurait pas de chocs. Un fait que le directeur général adjoint du FMI, Min Zhu, atteste, en affirmant que « la première chose à faire, c'est de surveiller le tapering (ce mot désigne le moment où la Fed commencera à réduire ses achats d'actifs, ndlr) », la fin de la politique monétaire ultra-généreuse de la Fed américaine.

Le ministre indien des Finances a également affirmé que son pays était prêt : « il y aura des conséquences dans les économies en développement et émergentes mais je pense que nous sommes mieux préparés », a affirmé Palaniappan Chidambaram. Selon les participants au Forum, les pays émergents doivent « corriger les déséquilibres et réformer l'économie, soit pour la libéraliser et attirer les investisseurs, comme en Inde ou au Brésil ».

Le message de Marwan Barghout :

Les valeurs universelles ne peuvent pas s'arrêter aux frontières de la Palestine occupée

Condamné à perpétuité, le député palestinien lance un appel depuis la prison de Hadarim, cellule 28. Cet appel a été publié le 18 janvier dernier par «L'Humanité Dimanche». Par solidarité avec le peuple palestinien, victime de la colonisation par l'État israélien, «Témoignages» publie ci-après de larges extraits de ce texte. D'autant plus que l'année 2014 a été déclarée par l'ONU «Année de solidarité avec le peuple palestinien».

Le peuple palestinien aurait pu disparaître. En 1948, la Nakba eut lieu et 2/3 de notre peuple, 750.000 Palestiniens furent forcés à l'exil, dans une tentative qui marquera le siècle de remplacer un peuple par un autre. Israël sera alors établi sur de la Palestine historique, et sur nos ruines. Il aurait pu disparaître avec l'occupation du reste de son territoire en 1967. Mais notre peuple put compter sur deux choses, non seulement pour renaître de ses cendres, mais pour imposer son existence à l'opresseur et au monde entier: sa détermination à mener la lutte pour la liberté, le retour et l'indépendance, et une solidarité internationale sans précédent, et jamais démentie, faisant de notre cause la plus universelle des luttes de libération.

65 ans après la Nakba, nous n'avons pas encore réussi à reconquérir nos droits et à mettre fin à l'occupation. La communauté internationale rechigne toujours à mettre fin à l'impunité d'Israël, et la paix semble de plus en plus compromise. Mais les peuples expriment chaque jour un peu plus leur soutien à la liberté et à la justice en Palestine, comme étant les seules voies qui mèneront à la paix. Désormais le drapeau palestinien flotte partout à travers la planète, et le vote à l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 2012 a démontré le soutien quasi-universel dont la perspective d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967 jouit à travers la planète. Mais l'indépendance ne peut être atteinte simplement par un vote.

Il faut nous mobiliser pour traduire ce vote dans la réalité, et pour cela j'appelle tous les partisans de la liberté, de la justice et de la paix à travers le monde à se saisir de cette année de solidarité avec le peuple palestinien décidée par l'ONU pour en faire un moment décisif pour le triomphe de la liberté et de la justice.

Cette solidarité internationale, pour jouer pleinement son rôle, doit: - réaffirmer la centralité de la question palestinienne. Cette cause est devenue le symbole de la lutte contre l'oppression et l'occupation, contre l'injustice et la négation des droits, contre les murs et l'apartheid à travers le monde.

- transcender les divisions politiques et la fragmentation géographique, car l'unité est la condition de la victoire pour les peuples opprimés. Elle est solidarité avec notre peuple qui vit sous un siège inhumain à Gaza, qui affronte la colonisation et le mur en Cisjordanie, surtout Jérusalem, avec ceux qui sont menacés de transfert par dizaines de milliers dans le Naqab, avec ceux qui endurent le siège de la faim et de la mort dans le camp de réfugié de Yarmouk.

- accentuer la pression internationale qui pèse sur la puissance occupante. J'appelle les hommes et femmes épris de liberté à travers le monde à soutenir la résistance pacifique et la capacité de notre peuple à tenir bon sur sa terre. Il est aussi temps d'agir résolument pour le boycott et l'isolement de l'occupation israélienne, en s'inspirant de l'expérience sud-africaine, et de se diriger vers les instances et juridictions internationales qui doivent prendre toutes leurs responsabilités et mettre un terme à l'impunité d'Israël, qui permet à cette occupation de perdurer, et demeure le principal obstacle à la paix. (...)

Il n'y a que trois scénarios possibles: un Etat pour tous ses citoyens sur toute la Palestine historique, deux États vivant côte à côte sur les frontières de 1967, où la poursuite de ce conflit et l'apartheid. Notre peuple ne tolérera pas l'apartheid, et le monde, qui vient de rendre hommage au symbole universel de la liberté Nelson Mandela, ne peut tolérer que ce régime terrible puisse renaître, après sa défaite en Afrique du Sud, en Palestine. Je me suis engagé fermement pour la paix après la conclusion des accords d'Oslo. Mais Israël a choisi l'occupation et la colonisation, nous forçant à reprendre le chemin de la résistance. Cela ne m'a pas empêché de continuer à plaider pour une solution à ce conflit fondé sur deux Etats sur les frontières de 1967 et garantissant le droit au retour des réfugiés palestiniens. C'est Israël qui menace cette perspective. Aujourd'hui, je suis dans une prison israélienne, alors que l'extrême droite est au pouvoir en Israël.

(...) Qu'y a-t-il à attendre de négociations de paix qui ne s'appuient pas sur un engagement clair de la puis-



Marwan Barghouti.

sance occupante à mettre un terme à son occupation et à mettre en oeuvre les résolutions internationales et alors même que les actions de la puissance occupante confirment qu'elle a choisi résolument le chemin de la colonisation et de l'oppression? L'occupation et la paix sont incompatibles, seule la fin de l'une marquera le début de l'autre. La liberté est donc la pierre angulaire de la paix.

Je vous appelle donc à continuer à incarner un message clair et salutaire: les valeurs universelles ne peuvent pas s'arrêter aux frontières de la Palestine, car renoncer à ces valeurs au Moyen-Orient, c'est les compromettre partout.

800 000 Palestiniens sont passés par les geôles israéliennes depuis 1967, dans une tentative de briser la volonté d'un peuple de poursuivre sa lutte pour la libération. C'est donc d'ici, de ma cellule, auprès de 5 milliers de prisonniers palestiniens dont la libération ouvrirait la voie à la liberté de notre peuple, auprès de Karim Younes qui a entamé sa 32ème année dans les geôles de l'occupation, de leaders palestiniens de diverses factions politiques dont le Secrétaire Général du Front Populaire pour la libération de la Palestine Ahmed Saadate, auprès de jeunes, de vieux, de femmes, d'enfants à qui Israël essaye de cacher l'horizon, que je vous envoie ce message pour vous assurer que notre détermination demeure intacte, et votre solidarité la nourrit quotidiennement. Le peuple palestinien par sa lutte et votre solidarité est entré dans la légende. Il prendra un jour, je n'en doute pas, sa place légitime dans l'histoire et la géographie.

Marwan Barghouti,
Prison de Hadarim, Cellule n°28

Otè!

**Nou lé kapab fé mirak !
Bin alor, pou koué ni fé pa ?**

Kan bann konplotèr nora fine afayir nout prodiksyon dosik pou la konsomasyon d'moun épi lindistri alimantèr,.. Kan la tanpèratir sar fine goumant rant dé épi kat dégradé. Kan nivo la mèr sar fine mont troi kat mète an otèr. Kan bann siklone, sansa bann ra-d'maré, bann tourbiyon va forsi vèy pa koman. Kan loraz va pété, kan zéklèr va roul an boul dé fé dsi la tèr, kan kouran léktrik va travèrs la tèr épi bann plantèr va pèrd zot zanimo pti konm gro. Kosa v'arivé? Kosa va nyabou fé?

Promyé zafèr mi pans bann fitir zénérasyon va kalkil la bétiz imène zot bann zansète, donk nout bétiz a nou... Zot va roprosh lo bann majorité la pran bann désizyon pars zot la pa vi pli loin ké zot bout né. zot va domann azot pou kosa, la pa pran, kan lété posib lo bann désizyon téi fo prann. Zot va roprosh bann minorité zot féblès pars zot la lèss pran bann désizyon téi fo pa pran. In légzanp? La rout dan la mèr. Zot va arprosh bann savan, bann gran politik, bann moun téi koné pars zot la mèm pa lèv lo pti doi kan té i fo... In bon manyèr pou artonm dann la pasivité, lo défé-tis épi lo lésé fèr, lés kasé. O sinonsa, zot va pran zot kouraj dé min pou zot shanj lé shoz... arfé lo mond in n'ot manyèr, arfé nout péi in n'ot fason.

Mé nou bann fitir fantom san zo, landroi nou sar randi koman nou va oir lé shoz. Kosa nou va arprosh anou konm pa. Kèl l'avnir nou va tras pou nout bann désandan dann gran liv do kont l'avnir. Sèl shoz ni pé dir, sèl léskiz ni pé trouvé, nou téi koné pa bien bann ménas téi pèz dsi la tèr, nou téi tèlman okipé pou sov lo vyé mond... Par l'fèt kèl l'ané la fé in bon plan pou prépar La Rényon pou in l'avnir danjéré? Poitan sé isi nana lo prézidan l'ONERC é li la pa arèt prévni a nou. Dann kèl zéléksyon lo mèr in pé la riské pou fé in plan pou présèrv sak i pé présèrvé dann nout natir. Poitan ni koné bann danjé i ménas anou sof ni koné pa bien lo dogré d'danzé. Poitan, nout bann sosyété la zamé gingn pli bon zinformasyon konm zordi é an gran kantté siouplé. Donk, avèk sak ni koné, avèk sak lé kapab fé, avèk sak la syans épi bann téknik i pé pou nou... Nou lé kapab fé mirak! Bin alor, aköz ni fé pa?

Justin